

Dossier

EVILÉS RDC, les morts jamais oubliés

page 3

Kyungu Shimbi :

**question d'intérêt politique,
rapatrier Mobutu, Tshombe ou Tshisekedi**

page 5

**AU-DELÀ DES
MENOTTES SUR
YALALA,
UNE QUESTION MORALE**

page 11

**Etienne Tshisekedi,
un mort difficile à
porter !**

page 4

**La RDC peut consolider sa place de leader du
bassin du Congo**

page 10

Environnement

Nos morts, vraiment morts !

Où sont nos morts ? Quelqu'un dirait : « Entre ciel et terre ». Mais je dois le dire en silence. Ils ne doivent pas m'entendre. Les morts congolais sont trop vivants pour faire du bruit en leur présence. Ils sont çà et là, ils sont partout, et à la fin ils ne sont nulle part. Nos morts, trop vivants au point que certains renoncent à quitter la terre de leurs semblables que nous sommes.

Ils ont dirigé la nation congolaise, zaïroise et à nouveau congolaise, mais ils n'ont pas réussi à trouver le chemin du repos. Je parle de Moïse Tshombe, Joseph Mobutu et Étienne Tshisekedi, Justin Birindwa et ces autres avec ils fait l'histoire de ce pays, la RDC. Mais voilà, tout ce qui leur reste d'historique aujourd'hui : la particularité de leur fin, tout en errance. Birago Diop avait raison..., et ceci n'est pas le trahir : « les morts ne sont pas morts. »

Ils sont où, nos morts ? Ils sont à Bruxelles, à Rabat et nulle part.

Certains n'ont pas de tombe, et ça, Lumumba le sait plus que tout le monde. Lui dont l'esprit est dans les bois et le vent du vieux Katanga. Quelque part aussi, en Belgique, proche d'une dent tenue captive par un colon impitoyable.

Ces vieux dirigeants congolais auraient perdu leur « congolité » après leur mort. On leur a arraché ou refusé l'amour de la nation. Heureusement, Kabila a eu la chance de mourir au pays et en fonction !

C'est sur cela que *Congo Durable* s'est arrêté, cette fois. Dans cette édition, l'histoire retrouve la voix et les morts revivent un peu. Pourquoi ces anciens dirigeants congolais n'ont pas été rapatriés malgré leur importance ? Peut-on espérer encore les savoir sur le territoire national ? Kinshasa, pas vraiment reconnaissantes envers ceux qui ont servi ce pays ? Ce Congo Durable vous en dira plus. Vous avez lu les numéros d'hier, lisez celui-ci et attendez les prochains.■

Fidèle Bwirhonde

Infos en bref

- Le gouvernement de la province du Haut-Katanga mobilise déjà les hommes d'affaires, membres de la Fédération des entreprises du Congo dans la province. C'est en vue d'anticiper et contrer une nouvelle pénurie de farine de maïs et autres aliments de base à Lubumbashi. La ville dépend largement des importations de Zambie.

- Le gouverneur Célestin Pande, le vendredi 16 novembre, a réuni le maire de la ville de Lubumbashi ainsi que les associations des conducteurs d'automobiles, pour le transport en commun. Le gouverneur a invité les associations à sensibiliser leurs membres à payer leurs taxes.

- De faux médicaments contre le paludisme interceptés en RDC. Le ministère de la santé nationale

interdit la consommation de Combiart, Fansidar lot 27722 et Coartem lots F2153 et 2153. Ils ne porteraient pas de principes actifs, d'après les résultats des laboratoires.

- La COP 23 s'est achevée vendredi 16 novembre à Bonn, en Allemagne. Pas d'actions majeures en faveur de l'Accord de Paris qui prévoit de maintenir en dessous de 2°C la température de la terre d'ici à 2100. Néanmoins, les pays ont convenu de mener un an de "dialogue", afin de pouvoir dresser fin 2018 un bilan collectif de leurs émissions de gaz à effet de serre.

- Des organisations de la société civile environnementale demandent au gouvernement de maintenir le moratoire sur l'octroi de concessions forestières en RDC.

Congo Durable

Directeur de publication

Didier Makal, +243 99 51 67 443

d.makal@congodurable.net

Rédacteur en chef

Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508

Secrétaire de rédaction

Éric Cibamba, 099 4283 459

Commercial

Richard Tujibikile, 097 22 666 11

Ont contribué à cette édition

- Alain Basila
- Arsène Bikina
- Christian Tuilzo
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Simplicie Bamba

Chef d'Édition

Christian Tulizo

Mobutu et Tshombe, les morts exilés, jamais oubliés en RDC

En 2015, les participants aux concertations nationales avaient recommandé le retour en RDC de Moïse Tshombe et Mobutu Sese Seko. Ils avaient alors estimé, au cours de ce forum convoqué par le président Joseph Kabila, que la cohésion nationale passait aussi par une réconciliation avec l'histoire. D'où le retour des morts exilés.



Les armoiries de la RDC reprenant la devise du Zaïre de Mobutu: Justice, Paix, Travail. Photo Didier Makal, 2016, Kolwezi.

Un sécessionniste devenu nationaliste, et un dictateur fier

Après l'échec de la République du Katanga en 1961, Etat sécessionniste du sud-est de la RDC riche en cuivre et cobalt, Moïse Tshombe est nommé premier ministre de la RDC, en 1965. Son parti, la Conakat, gagne les élections qui font de lui désormais un présidentiable. Il évolue à côté d'un Joseph Kasavubu, le premier président élu, sans trop de charisme. En 1961, il a déjà du mal à s'assumer comme chef. En osant destituer le premier ministre, le bouillant Lumumba qui lui rend la pareille, il risque fâche l'assemblée nationale. Acquise au premier ministre, elle lui résiste. Il osera la destituer.

Les forces politiques recomposées, au plus fort des péripéties douloureuses d'une indépendance chaotique, le sécessionniste (repenti ?) prend la primature. Sa coalition,

avec la Conakat, peut lui assurer un vote pour passer président de la République. Mais le désordre qui règne voit arriver Mobutu, bombardé peu avant, chef des armées. Un 24 novembre 1965, le général Joseph-Désiré Mobutu, celui-là qui régnera 32 ans durant sur le Congo-Zaïre, neutralise ses chefs. Il a participé, avant, à l'assassinat de Lumumba qu'il servi comme secrétaire, dans le Katanga de Tshombe. Celui-ci, vient de prendre la route de l'exil.

Ironie du sort, Mobutu meurt en exil 32 ans de dictature après, comme Tshombe. Il n'a jamais pardonné à celui-ci son goût d'indépendance, et sa stature de présidentiable. Tous les deux ont pourtant en commun d'être téméraires et bien aimés de leurs peuples, après coup.

Tshombe une fierté Katangaise?

Dans son Katanga natal, à Lubumbashi, Moïse Tshombe reste un leader que les nouveaux leaders locaux ont réhabilité. Un monument géant trône sur Place de la poste, au centre-ville de Lubumbashi, en face de la poste. Bras étendus vers le haut, il inspire liberté, pour dire ou sous-entendre indépendance. Une indépendance dont rêvent de nombreux congolais, en Tshombe le nationaliste, devenu premier ministre. Il repose en Belgique, ignorant peut-être ce qui se passe.

Indépendance, pour les irréductibles du souverainisme Katangais, ayant goûté au rêve d'une République. Ceux-ci attendent toujours, malgré le découpage, l'indépendance du Katanga. Divisé en 4 nouvelles provinces aujourd'hui, depuis 2015, le Katangais retrouvera peut-être son unité. C'est un rêve que caresse Gabriel Kyungu, ancien gouverneur de la région, le baba (père) devenu symbole de la katanganité. Plusieurs y croient, c'est déjà arrivé dans l'histoire, se convainquent-ils.

Mobutu symbole d'unité ?

Mobutu « Sese Sese ko Kukungebendu wa Zabanga », le redoutable, et l'invincible, quant à lui, repose à Rabat au Maroc. Il y poursuit son exil, après sa chute en 1997.

Suite, page 6

Etienne Tshisekedi, un mort difficile à porter !

Cela fait un peu plus de 9 mois qu'il est mort, et sans tombe connue. Le sphinx de Limete, Etienne Tshisekedi, l'opposant jusqu'à son soupir, reste sur les traces de Mobutu et Tshombe. Comme eux aussi, le repos en terre natale semble difficile, du moins avec les dirigeants actuels en République démocratique du Congo. Mais la controverse autour du rapatriement d'Etienne demeure des très politisées.



Hommages à l'opposant Etienne Tshisekedi, reçu au siège de l'UDPS à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2017.

C'est peut-être bien une affaire de destin pour les politiciens de sa génération. L'histoire ne porte-t-elle pas suffisamment de preuves ? Lumumba (1925-1961) est mort au pays, sans la dignité d'un père de l'indépendance et premier chef de gouvernement. Autant d'ailleurs que Kasa-Vubu (1917-1969), le premier président de la RDC. Et ce, avant le premier ministre Tshombe (1919-1969) dont la dépouille repose à Bruxelles. Mobutu (1930-1997) qui régna 32 ans sur son pays, repose en terre marocain à Rabat où il est décédé en exil.

Tshisekedi, un destin scellé

Un opposant historique, Tshisekedi l'a été et n'a pas visiblement pas changé de camp, du moins dans ses convictions. Car, même après sa mort, son esprit semble n'a pas encore dit oui à son enterrement. Seulement, son enterrement, mais avant tout son rapatriement d'une morgue bruxelloise où il attend, semble

dépendre plus d'autres personnes que de lui. Un enterrement difficile que personne, malgré tout, ne veut porter. Le Sphinx ferait-il peur pour son succès supposé même après sa mort, ou simplement la crainte des troubles à Kinshasa ?

Même son parti, l'UDPS, n'a plus parlé de lui que comme père et maître. Son inhumation semble conclue au point que certains se convainquent, en RDC, d'un enterrement secret à Bruxelles déjà réalisé. Les tergiversations entre son

Joseph Kabila a, selon l'UDPS, « décidé de ne plus voir le corps de Tshisekedi être rapatrié au pays »

parti (UDPS), le pouvoir et sa famille biologique, n'ont réussi qu'à produire des confusions.

Un complot organisé ?

Aujourd'hui, même son fils Félix Tshisekedi ne sait plus rassurer lorsqu'il parle du rapatriement de la dépouille de son père. Un père de famille, un opposant, mais

« Ya Tshitshi », affectueusement ainsi appelé, était trois fois premier ministre de la RDC.

Au mois de mai 2017, tout semblait tellement sur le point de se réaliser, et Tshisekedi échapper au sort des morts exilés. Un mausolée sortait des terres de Kinshasa pour l'abriter. Au final, ce ne fut ni en périphérie de la capitale congolaise, comme voulu par le pouvoir, ni au siège de son parti, comme souhaité par ses proches.

L'exil, la vengeance de Lumumba ?

En juillet, en plus des [désaccords au sein de la famille](#) sur l'enterrement au siège du parti ou dans une propriété familiale, l'UDPS accuse le ministre de l'intérieur Emmanuel Shadari, de refuser de signer l'acte de rapatriement du défunt opposant. Joseph Kabila aurait, en plus, « décidé de ne plus voir le corps de Tshisekedi être rapatrié au pays », rapportait Jeune Afrique.

Pauvre Tshisekedi ! Le sort semble le rapprocher de Mobutu, Kasa-Vubu, Tshombe, tous liés de loin ou de près, à l'assassinat de Patrice Lumumba. L'exil, est-ce le sort de tous ? ■

Fidèle Bwirhonde

Abonnement à
CD Hebdo
À partir de 5 USD

Kyungu Shimbi : question d'intérêt politique, rapatrier Mobutu, Tshombe ou Tshisekedi

Plusieurs décennies sont passées depuis la mort de Lumumba, Tshombe, ou encore Mobutu, personnalités historiques de la RDC. Des héros oubliés, pour certains, aujourd'hui régulièrement évoqués chacun pour ce qu'il fut ou fit de remarquable. Congo Durable en parlé avec le Chef de travaux Kyungu Shimbi, doctorant politologue à l'université de Lubumbashi. Il appelle au respect des principes d'égalité entre citoyens, de continuité de l'Etat et de « mutabilité ».



Kyungu Shimbi, doctorant en Sciences politiques à l'Université de Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2015.

Congo Durable : Dans quel contexte les dirigeants congolais morts à l'étranger ne sont pas revenus en RDC ?

Kyungu Shimbi : Il convient de tout remettre dans le contexte approprié. Moïse Kapend Tshombe, premier ministre de son temps, a été demis de ses fonctions. Le pouvoir qui l'a chassé le soupçonnait de préparer une rébellion, et tous les moyens ont été engagés pour le neutraliser. Il est mort en Algérie, exilé. Tshisekedi, qui fut aussi premier ministre, est quant à lui, mort d'une bonne mort car étant malade. Son corps est en Belgique. Alors que feu le président Mobutu qui a régné 32 ans, a été chassé par Laurent Désiré Kabila. Il repose au Maroc, en exil. Parmi eux tous, Laurent-Désiré Kabila est le seul mort en fonction et au pays. Cela explique qu'il ait une réelle tombe dans la capitale.

Et donc, rapatrier les corps de Mobutu, Tshombe ou Tshisekedi devient un acte politique ?

Oui, c'est une affaire politique, parce que Mobutu a été chassé du pouvoir par Kabila père, il n'avait que ce choix. Mais sa santé était déjà fragile, aussi. Tshombe aussi fut premier ministre, pas n'importe lequel. Un rassembleur, mais aussi ancien chef rebelle, sécessionniste. Il n'est pas non plus mort en fonction. Mais le rôle qu'il a eu de son vivant est si important qu'il ne devait pas être traité comme n'importe qui. Tshisekedi est mort pendant qu'il négociait avec le pouvoir une sortie de crise, mais sans vraiment être aux affaires. Donc, ils sont tous morts opposés au pouvoir établi

« Ils sont tous morts opposés au pouvoir établi ou sans pouvoir. On dirait bien, bon débarras. »

ou sans pouvoir. On dirait bien, bon débarras.

Comment expliquer que les corps de ceux qui sont morts à l'étranger ne soient pas rapatriés jusqu'à ce jour ?

On doit reconnaître qu'il n'existe pas de lois portant organisation des funérailles ni de chef de l'Etat ni d'autres personnalités. C'est cela le problème. Car sans loi, ces cérémonies se font selon les sensibilités. Je constate malheureusement que certaines personnalités, quand elles meurent, sont enterrées avec dignité parce que ceux qui sont au pouvoir sont de leur obédience. Par contre, ceux qui meurent opposés au pouvoir, ils sont jetés aux oubliettes. C'est le cas de l'ancien premier ministre Justin Birindwa.

Les Concertations nationales, en 2013, avaient recommandé le rapatriement des dirigeants morts en exil. Quel rapport peut-on établir entre les morts politiques et la quête de cohésion, en politique ?

Il faut penser à ces personnalités décédées dont les fidèles sont encore actifs, peut-être sans pouvoir ni moyens de rapatrier le corps des leurs. Mais ils ont encore la capacité d'influencer ceux qui sont au pouvoir pour faire venir les dépouilles de ces leaders. Alors, ils

trouvent un prétexte pour y parvenir. Toute négociation avec le pouvoir se placera sur pareille exigence et cela devient l'objet du chantage. Et si celui qui est au pouvoir tient à obtenir un soutien politique de l'autre camp, il ne peut que faire revenir ce corps. C'est ce que Mobutu avait fait autrement en proclamant Lumumba héros national. Il voulait faire taire le bruit au sujet de la mort de ce dernier. On se souvient aussi que Joseph Kabila avait nommé Zanga Mobutu dans le gouvernement comme pour

calmer ses ardeurs. Au fait, la question fondamentale est de savoir si l'Etat congolais est obligé d'enterrer tous ses anciens serveurs. Objectivement, non, car dans le budget il n'existe aucune part réservée à pareille cérémonie. Mais on le fait quand même par sentiment.

Des rapatriements qui doivent profiter à ceux qui gouvernent, c'est ça ?

Naturellement, le retour de tous

ces corps au pays ne sera que pour gagner des dividendes politiques. Obtenir, par exemple, la sympathie de ceux qui se reconnaissent en chaque défunt. C'est donc purement politique et pas moins. Mais pour en finir avec le bras-de-fer actuel, il serait important d'élaborer une loi sur la fin de vie et l'inhumation des personnalités qui ont servi l'Etat, notamment le chef de l'Etat et le premier ministre.■

Propos recueillis par Patrice-Thierry Mulumba

Mobutu et Tshombe, les morts exilés, jamais oubliés en RDC

Suite page 3

Ni son tombeur Laurent-Désiré Kabila, ni Joseph Kabila « l'unificateur » du Congo, comme le présentent ses proches, n'ont osé le rapatrier. C'est une figure encombrante, après tout. Le changement attendu après lui, Mobutu, sont de plus en plus contesté alors que les congolais demandent l'alternance.

Vingt ans après son décès, plusieurs congolais pensent à lui comme un grand président. Surtout, ils lui reconnaissent le mérite d'avoir renforcé le sentiment d'unité nationale et la sécurité. Des éléments qui semblent manquer aujourd'hui. Ce n'est sans doute pas pour cela que le maréchal est dédouané des affres de sa dictature et de la répression qui la caractérisa.

D'ailleurs, le Lumumbiste Me Mutamba, à Lubumbashi, le tient pour responsable du désordre que la RDC connaît actuellement. « *Il a servi la cause de l'impérialisme, il a pillé la RDC* », insiste le militant de l'ANC, le parti de Patrice Lumumba.

Mais c'est avant de reconnaître qu'aujourd'hui, il est difficile d'oublier Mobutu, que l'on dise du bien ou du mal de lui.

Une affaire de mémoire et de fierté congolaises

Pour une réelle réconciliation nationale, la RDC a besoin de se réconcilier avec sa propre histoire. Ça, ce sont les participants aux concertations nationales de 2015 à Kinshasa. Elle doit laisser reposer en paix ses leaders qui continuent à tourmenter son cours aujourd'hui. Mobutu, Tshombe, tout comme Lumumba dont il ne reste aujourd'hui qu'une stèle de fortune sur le lieu du supplice, devraient reposer au Congo. C'est une affaire de courage, mais aussi de mémoire et de fierté congolaise. Fierté d'affronter son histoire telle qu'elle se présente. Le gouvernement a, certes, ressorti la responsabilité des familles des morts exilés. Mais leurs familles attendent des garanties, notamment de respect et de dignité

pour leur rang.

Il s'agit aussi d'écrire une histoire propre, en établissant une fois pour toute et de façon objective, les responsabilités de chacun, ses gloires et ses échecs. On a pour habitude de présenter certains leaders politiques sous un angle foncièrement négatif, d'autres excessivement angélisés. C'est l'enfer des excès congolais. Difficile de voir ainsi son avenir avec équilibre.■

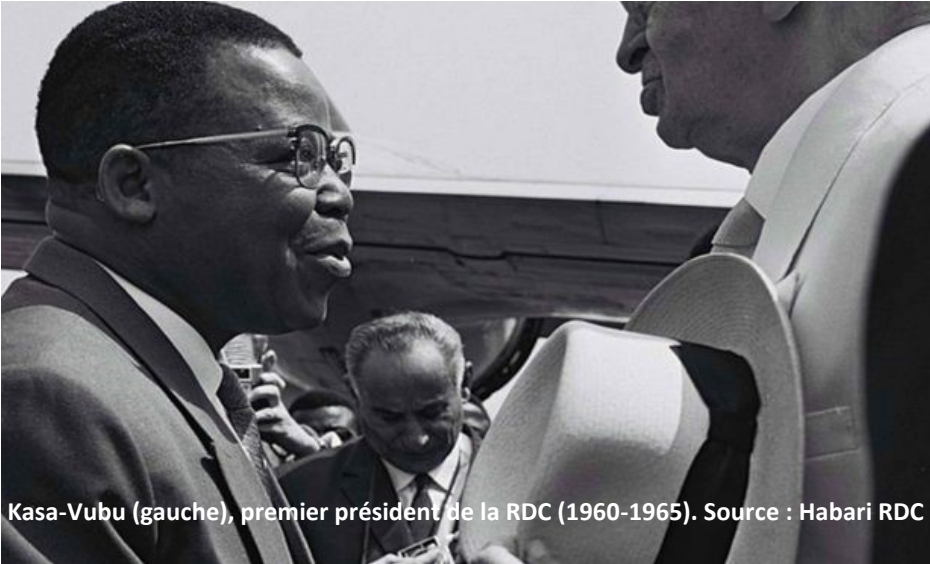
Didier Makal



L'abonnement, à partir de 5 USD

Joseph Kasa-Vubu, l'autre responsable des malheurs de la RDC

Le premier président de la RDC, Joseph Kasa-Vubu a une grande part de responsabilité dans les malheurs actuels de notre pays. Je suis persuadé qu'il a été le principal déclencheur des graves crises qui ont secoué la RDC au lendemain de l'indépendance. Aujourd'hui, nous en payons le prix !



Kasa-Vubu (gauche), premier président de la RDC (1960-1965). Source : Habari RDC

Ce texte est repris du site [Habari RDC](#). Le titre a été retouché.

L'homme « à la voix fluette » comme aime à l'appeler notre historiographe Benjamin Babunga Watunga, avait eu un discours fort mesuré face au roi des Belges, Baudouin 1er. C'était le jour même de la proclamation de l'indépendance du Congo belge, aujourd'hui République démocratique du Congo.

Lui, Kasa-Vubu, qui avait mis des gants pour s'adresser à un souverain étranger, n'y est pas allé de main morte pour destituer, de sa voix fluette, deux Premiers ministres (Patrice Lumumba et Moïse Tshombe) qui avaient les faveurs de la population dans son propre pays. Il a ainsi décidé d'agir contre la voix de la majorité. C'était peut-être – ou certainement – le prélude de la dictature dans mon pays.

Le chaos après les destitutions

de Lumumba et de Tshombe

En fait, Joseph Kasa-Vubu a facilité les choses à son homonyme Joseph-Désiré Mobutu. Il n'a pas eu peur de destituer deux Premiers ministres fort populaires. N'est-ce pas curieux ? Curieux aussi, en revanche, qu'il n'ait pas levé son petit doigt lorsqu'il a été « neutralisé » par celui qui n'était encore qu'un lieutenant-colonel, ex-caporal, inconnu du monde à l'époque : Mobutu. Celui-ci aura beau le déclarer héros national. Mais cette proclamation tapageuse n'a d'ailleurs jamais eu d'effet, puisque Joseph Kasa-Vubu est resté un héros national dans l'ombre et même un héros ombrageux.

Je sais que tout le monde connaît le chaos qu'avait entraîné la destitution de [Patrice Emery Lumumba](#) et de Moïse Tshombe. Les deux étaient, je le crois bien, prêts à suivre les cycles électoraux comme

voie d'accès au pouvoir. Mais à la place, le pouvoir s'est perpétué par la force. Et cela continue jusqu'à aujourd'hui, non ? Si ces « fautes », mieux ces crimes (contre la démocratie notamment) sont restés inconnus, c'est peut-être grâce au silence de Kasa-Vubu.

Un devoir de mémoire, pardon!

Le premier président de la RDC avait certes de grandes qualités. [C'était l'homme probe, le président intègre](#) qui remettait au Trésor public jusqu'au solde de ce qui lui avait été alloué comme frais de mission. Sur ce point, Kasa-Vubu, ancien séminariste (appelé pour être prêtre), reste inégalé. Pourtant, c'était aussi un homme ombrageux (et qui cachait bien son jeu). Il était jaloux de la popularité de Lumumba et de Tshombe, qui lui faisaient ombrage.

Il a destitué, il a cassé les pots, et c'est nous qui en payons les frais. Je n'ai nullement l'intention de cracher sur sa mémoire. Je ne voudrais pas dire, comme l'artiste-musicien Francesco Nchikala : « Nous pisserons sur leurs tombes. » Non. J'ai simplement senti en moi l'obligation de faire ce devoir de mémoire. En tout état de cause, je ne peux m'empêcher d'en vouloir à Joseph Kasa-Vubu, le premier président de la RDC, un mauvais héros dans l'ombre...■

Jean-Chrysostome Tshibanda

Ouverture et « éblouissement » à la 5^e biennale de Lubumbashi

Du 7 octobre au 12 novembre 2017, la cinquième édition de la « biennale de Lubumbashi » a eu lieu au musée de la ville. De nombreux artistes y ont participé avec une large diversité d'œuvres, durant un peu plus d'un mois. Mais dans une ville où l'attrait des arts ne se défend pas, il y a de quoi s'interroger sur le bilan de l'événement.



« Déjà vu », par Zemba Luzamba, exposition photo pour la biennale de Lubumbashi, novembre 2017. Photo Didier Makal.

« Eblouissement », le thème de la biennale de Lubumbashi en 2017. Ce fut une opportunité « pour la ville de briller pour elle-même, mais de briller aussi pour le monde ». Enthousiaste a été, en effet, Sorana Munhya, assistante du directeur artistique de la 5^e édition de la Biennale.

"Briller", c'est dans le sens qu'elle (la ville) permet aux Lusbois (habitants de Lubumbashi) de savoir qu'il y a quelque chose qui se fait dans leur ville. Avec un niveau international, avec une exigence, une envie de pouvoir atteindre l'excellence. C'est une occasion aussi de montrer aux gens du monde entier qu'ils peuvent venir dans cette ville et participer à cet élan artistique. Donc, poursuit Sorana Munhya, c'est un vrai échange ».

Une biennale qui dévoile

Les artistes ont ainsi trouvé un espace d'expression d'échanges, de rencontre. C'est ce que croit avoir fait la photographe kinoise (de Kinshasa), Gosette Lubondo. Elle a

exposé ses réalisations aux mille couleurs. La photo, pour elle, doit dire des histoires que l'on pense ou rencontrées. « Dans mon travail, je questionne, je suis inspirée par les gens qui m'entourent, et beaucoup par la vie de chaque jour à Kinshasa. J'essaie de questionner les espaces et les gens qui y habitent, questionner la vie qui existait à cet endroit, mais aussi voir comment je peux redonner vie à cet endroit », explique-t-elle.

Le rêve, désormais, c'est d'impliquer plus de personnes, le public, les artistes, peut-être aussi les affaires. Déjà, le public répond de plus en plus grandement. La photographe kinoise salue l'appropriation de cette biennale par le public de Lubumbashi. « J'ai vu qu'il y avait toutes tendances confondues, notamment les élèves. Parce qu'il est important aussi d'éduquer à la culture dès le bas âge », explique-t-elle.

Et si on était artiste pour sa

communauté ?

L'artiste, on l'est aussi pour soi-même, fait observer la photographe Gorette. D'autant plus que la course au gain pousse à travailler selon le goût des clients potentiels. Et moins alors, selon soi-même ou sa communauté. Elle trouve alors plusieurs artistes africains pris à ce piège. « Il est temps qu'on puisse se montrer tel que l'on est. Peut-être que si ça nous plaît à nous-mêmes, ça va aussi plaire à d'autres », insiste-t-elle.

La biennale qui ne durait que quelques jours, il y a 5 ans, s'étend désormais sur plus d'un mois.

C'est pour constater, estiment les organisateurs, qu'elle grandit et s'ouvre au monde. Les artistes étrangers, Jean-Pierre Bekolo, Tracey Rose, Pascale Marthine Tayou et Carsten Holler, ont apporté des couleurs et vi-

sions nouvelles aux œuvres congolaises. « Il y a encore énormément des choses à faire au niveau de l'organisation, selon Sorana Munhya. Faire en sorte que les Lusbois se sentent vraiment encore plus concernés. C'est un challenge qu'il faut avoir en tête chaque fois que, à chaque biennale », reconnaît-elle.

Et ça, c'est déjà pour l'édition prochaine, et d'autres à venir. ■

Fidèle Bwirhonde et
Costa Tshizam

ESIS coordonne les institutions supérieures salésiennes en 2017

L'Ecole Supérieure d'Informatique Salama, ESIS, a pris la coordination tournante des institutions d'enseignement supérieur salésiennes dans le Haut-Katanga. La confirmation a eu lieu le samedi 11 novembre. C'était au cours d'une célébration eucharistique consacrée à l'ouverture de l'année pastorale et académique.



Professeur Jacky Mpungu, Directeur général d'ESIS, lors de la passation de coordination des institutions d'enseignement supérieur salésiennes, juin 2017.

ESIS a été choisie en juin dernier pour coordonner, pour un an, les institutions d'enseignement supérieur et universitaire des Salésiens de Don Bosco. C'était lors de la clôture de l'année académique 2016-2017.

Une coordination unique d'institutions d'enseignement supérieur salésiennes

Le professeur Jacky Mpungu, Directeur Général d'ESIS devait alors d'office le responsable de cette coordination. Il s'agit de l'Ecole supérieure d'informatique Salama, l'Institut des arts et métiers (ISAM)

Marie-Auxiliatrice. Et, l'Ecole de la Gouvernance Economique Politique (ECOPO).

Deux étudiants de l'ESIS ont aussi été investis à la coordination de leurs collègues. Ils agiront aussi sur l'ISAMM et l'ECOPO pour l'année 2017-2018. Ils ont été investis au cours de la messe à l'Esprit Saint qui a ouvert l'année pastorale universitaire salésienne, le samedi 11 novembre dernier, à Lubumbashi. C'est avant de passer

le flambeau à l'ISAMM, puis à ECOPO dans un cycle tournant, à la fin de l'année académique en cours.

« Salésiens et fiers de l'être »

Dans son discours prononcé à l'occasion devant les trois institutions universitaires, le DG de l'ESIS, Professeur Jacky Mpungu est revenu sur sa fierté de son identité salésienne aux côtés des jeunes qui portent l'esprit du renouveau de la RD Congo.

« Nous sommes salésiens et fiers de participer à la construction sociale de notre pays », a-t-il déclaré.

Mais Jacky Mpungu s'inquiète de la carence de modèle pour la jeunesse congolaise aujourd'hui et assure que Dieu est le dernier recours. « Nous voulons

garder notre foi en Dieu dans ce monde qui change. Nous avons la mission de remettre à la surface la notion de Dieu. (...) Nous avons l'obligation de remettre la lumière dans notre société », a déclaré le DG de l'ESIS.

Cette célébration eucharistique est la première pour l'année académique 2017-2018 entre Esis, Isamm et Ecopo. Elle a été présidée au préau de Salama par le père Albert Kabuge, supérieur provincial des salésiens d'Afrique Centrale. ■



Les responsables de l'enseignement supérieur salésien posent la première pierre du bâtiment devant les accueillir à Lubumbashi.

La RDC peut consolider sa place de leader du bassin du Congo

A une semaine du démarrage de la conférence de l'ONU sur le Climat (la COP 23) à Bonn (Allemagne), la RDC a réalisé deux événements majeurs. Le parlement Congolais a ratifié l'Accord de Paris issue de la COP 21 (2015) qui engage les pays à réduire leurs niveaux d'émission des gaz à effet de serre. Mais aussi, la découverte d'une tourbière, le cimetière du carbone. Cela devrait améliorer son rôle dans la régulation de la forêt équatoriale et le bassin du Congo.



En formalisant son engagement pour la réduction de son degré d'émission des gaz nocifs à l'atmosphère en termes de loi, le Congo devrait affirmer son leadership dans le bassin du Congo. Un espace de 9 pays formant la seconde réserve mondiale de forêts équatoriales, après l'Amazonie. Mais bien plus encore.

Une tourbière et la RDC change sa position sur le marché carbone

Avec les 60% de la forêt équatoriale qu'elle occupe en Afrique, la RDC renferme plusieurs espèces animales et végétales. En termes de des réductions des dioxydes de carbone, cette forêt est un important lieu de capture de gaz. D'ailleurs, une importante tourbière vient d'être découverte par des scientifiques en province de l'équateur.

Il s'agit d'un sol humide, maréca-

geux, composé de matières organiques, des déchets des feuilles, à moitié décomposées. Il contient une faible quantité d'oxygène. Profonde de 3.5m, cette tourbière peut « renfermer l'équivalent d'environ 3 ans d'émissions de carbone de toute la planète », d'après le professeur Simon Lewis, université de Leeds. Cela représente 30 milliards de tonne de carbone, assure-t-il.

Pour Raoul Monsembula, le coordonnateur de Greenpeace Afrique/RDC, c'est une fierté pour ce pays. Désormais, dans les négociations climatiques, le pays mettra en avant ses « forêts avec arbres debout », mais aussi « ce sol humide que nous appelons la tourbe », a-t-il expliqué à [Info Congo](#).

Accord de Paris, la RDC s'engage

L'Accord de Paris, signé lors de la conférence de l'ONU sur le climat

en 2015, la Cop 21, a décidé de maintenir la température de la terre sous 2°C d'ici à 2030. Il appelle chaque pays à fixer librement son niveau de réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'après le [Plan climat de la RDC](#), sous examen en 2016, le pays entend réduire de 17% ses émissions d'ici à 2030. Il s'agit, en plus, de définir les moyens d'y parvenir, à travers des projets précis. Des projets soutenable, c'est-à-dire, orientés vers le développement intégral, avec implication des communautés locales, et sans destruction de l'environnement.

En interdisant les émissions, par exemple, les Etats proposent des alternatives. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, la RDC peut abandonner le charbon de bois ou le bois de chauffe. Il s'agit là de la première source de déforestation, combinée bien entendue, avec l'agriculture (sur brulis) et la scierie. Il faut alors proposer aux populations d'autres sources d'énergie. Le courant électrique n'étant accessible qu'à 15% de la population congolaise, à peine, d'après la Société de l'criticité, des foyers améliorés peuvent servir d'alternative. Ils sont moins gourmands en bois ou charbons de bois, et font moins de CO₂.

Suite, page 12.

Au-delà des menottes sur Yalala, une question morale

Tout le monde a vu la jeune congolaise Yalala, menottée, mais bloquée sur son dos, par la police de la RDC. Emouvant. On ne peut s'empêcher de s'indigner, de crier fort à l'impitoyable, à l'insensible ou au manipulateur. Mais bien au-delà des coups d'émotion, se cache un débat moral, et de responsabilité que plusieurs n'osent aborder.



La jeune Yalala menottée par un policier à Idjwi, au Sud-Kivu.

Jean-Pierre Kambila est directeur de cabinet adjoint du président Joseph Kabila. Il est professeur d'université. Sur le réseau social Twitter, il est des rares membres du régime du président Joseph Kabila à ne pas fuir la controverse que rencontrent ses nombreux tweets. Il répond, s'indigne, pose des questions, parfois, il monte au créneau. C'est ce qu'il a fait au sujet de la jeune Yalala.

« C'est indigne », les enfants en première ligne des manifestations politiques

Kambila ne le cache pas. La présence des mineurs parmi les militants qui demandent le départ de Joseph Kabila, le 15 novembre 2017, est une « indignité ». « [C'est indigne !](#) » s'exclame-t-il. Pour lui, c'est bien un piège tendu à la police aux fins de la tourner en dérision, saper son image.

La question se pose en effet. La loi congolaise n'admet pas de mineurs

en politique. Tel n'est pas le cas pourtant, pour la jeune Yalala qui n'a que 15 ans. Pourtant, elle est membre du mouvement « **citoyen** ». *C'en est trop* qui se classe, dès lors, côté société civile. Mais la tonalité de ses revendications, le départ de Joseph Kabila, le rejet du calendrier qui fixe la présidentielle au 23 décembre 2017, classe le mouvement « citoyen » côté opposition politique, pour le pouvoir.

Les enfants en infraction sont conduits à leur juge naturel

Jean-Pierre Kambila n'aurait donc pas tort de trouver « indigne » la présence d'enfants dans les manifestations de cet acabit. Seulement, pour lui, l'indignité ne s'arrête pas là. Il ignore celle des enfants travailleurs, creuseurs dans les mines ou transporteurs des lourdes charges, etc.

Bien plus, une fille de 15 ans,

menottée, comme un criminel, pour avoir participé à une marche anti-Kabila, cela est aussi indigne. Par respect pour la loi congolaise, on l'aurait déferée sans heurts devant un juge pour enfant.

Mais les enfants sont aussi dans les mines en RDC

Yalala, malgré ses 15 ans, se trouve sur un terrain politique n'est la seule indignité. Née en 2002, un an après l'arrivée du président Joseph Kabila au pouvoir, elle a connu instabilité et peur, si la guerre ne l'a pas personnellement touchée, dans son très meurtri Sud-Kivu natal. Comme d'autres enfants travailleurs des mines Kasai ou au Katanga, elle va en politique dans l'espoir de changer quelque chose dans sa vie et dans celle des autres.

Par ailleurs, du point de vue moral, le travail de l'enfant, ou la présence de l'enfant en politique, sont tous les deux condamnables.

Il n'y a qu'une voie pour tout ordonner : améliorer les conditions de vies de la population congolaise. De cette manière, les enfants, tous, sinon la majorité, iront à l'école, auront à cœur de jouer comme tous les bien-nés qui s'amusent avec des jeux vidéo, sur ordinateurs ou smartphones. Ils ne rêveront ni de politique ni d'argent précocement. Voilà la vraie dignité qui vaille. ■

Didier Makal

Linafoot : un championnat en quête d'identité

Il va falloir 4 mois après pour voir un peu plus clair sur le championnat national. La date du 12 novembre a été retenue pour l'entame des rencontres avec une nouvelle formule de compétition.



Des joueurs du TP Mazembe, engagé dans la Linafoot, au cours d'un entraînement au stade de Kamalondo à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Initialement et réglementairement prévu au mois d'août dernier, le championnat national a démarré dans toutes les zones. C'est non sans des retards.

Commission prend la place d'un comité

Arrivé en fin de mandat, et en difficulté d'organiser les élections, le comité de gestion de la Linafoot que dirigeait Jeef Kapondo a été remplacé. C'est une commission de gestion nommée par la Fédération congolaise de Football qui dirige désormais la ligue de football de RDC.

Il importe de dire que le comité sortant était secoué, voire menacé, par les clubs sociétaires qui avaient

même revendiqué plusieurs modifications du foot national. Ils veulent le changement de formule du championnat, la demande de sponsoring, et l'allègement des sanctions pour des fautes éventuelles.

Nouvelle formule de la Linafoot

Le championnat national de football, Linafoot Division 1, demeure "expérimental" depuis plusieurs années. Deux à trois comités de gestions ont essayé sans parvenir à une bonne formule adaptée non seulement aux normes professionnelles mais aussi aux réalités congolaises. Jusqu'ici, rien ne semble convaincre les sportifs.

La Fécofa, fédération congolaise

du football, a décidé de mettre en place la commission transitoire avec des objectifs précis. C'est notamment revoir le format de déroulement de la compétition nationale et la création de la deuxième division.

De huit à douze clubs

Au départ, c'est la phase classique qui est maintenue. C'est à dire, les 28 clubs qualifiés s'affrontent dans les zones d'après la position géographique (Zones Est, Ouest, et Centre-sud). Au terme de cette étape, chaque zone donnera les représentants.

Il est prévu neuf clubs dans les zones Ouest et Est en raison de quatre plus un qui sortira du barrage entre les cinquième de toutes les zones. À l'Est, trois clubs vont se qualifier en play-offs. Ce qui donnera, par ailleurs, un total de 12 équipes. Ceci en vue de permettre aux clubs d'avoir en jambes plusieurs matches à l'image d'autres compétitions nonobstant les problèmes de divers genre qui en découlent.■

Alain Basila

Suite, page 10

La RDC peut consolider sa place de leader du bassin du Congo

Dans le domaine de l'agriculture, les populations peuvent accéder à des informations et des formations nécessaires.

Le Plan climat RDC prévoit, à propos, des formations et encadrements des paysans en vue de pour

de cultures sur brulis, moins productives, à des cultures plus rentables et protectrices de l'environnement.

La RDC et l'atténuation du changement climatique

Il faut donc de l'argent, beaucoup même pour faire face au changement climatique. AU sud du Sahara, plusieurs pays ont choisi, comme la RDC, de s'arrimer sur l'adaptation au changement climatique, au lieu de l'atténuation.■